

Pau, le 04 juillet 2023

ARRÊTÉ N°AT-2023-1064

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu les articles L. 2212-1, 2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux pouvoirs de police du maire ;

Vu le Code de la Santé Publique, notamment l'article L.3334-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2020-05-13-003 du 13 mai 2020 réglementant la vente de boissons alcooliques et celle de tabac manufacturé dans le département des Pyrénées Atlantiques et relatif notamment aux zones protégées ;

Vu la demande en date du 03 juillet 2023 par laquelle l'établissement « Le Labo Street Food » domicilié 5 place du Foirail à Pau (64000), représenté par Monsieur LOYER Arnaud sollicite l'autorisation d'ouvrir un débit temporaire de boissons à consommer sur place de 3^{ème} catégorie à l'occasion de l'inauguration de la Place du Foirail.

Considérant qu'il convient de délivrer un arrêté pour autoriser l'ouverture du débit de boissons ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – L'établissement « Le Labo Street Food » est autorisé à ouvrir un débit temporaire de boissons à consommer sur place de 3^{ème} catégorie, au 5 place du Foirail à l'occasion de l'inauguration de la Place du Foirail.

Ce débit de boissons est tenu sous la responsabilité de Monsieur LOYER Arnaud le **Vendredi 07 Juillet 2023 de 18h00 à 23h30**.

La distribution d'alcool, à titre gratuit ou onéreux, doit cesser 30 minutes avant la fin de la manifestation.

Il est interdit de distribuer de l'alcool, à titre gratuit ou onéreux, aux mineurs de moins de 18 ans. (Article L. 3342-1 du CSP)
Le non-respect de cette interdiction est pénalement sanctionné. (Article L. 3353-3 du CSP).

ARTICLE 2 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification au pétitionnaire.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.



Nathalie MASSOU-FONTENEL
Pour le Maire et par délégation
La Directrice Prévention et Sécurité Publique